

à l'univers en général, et une fois qu'on a accompli le travail intellectuel requis pour découvrir ces choses on s'efforce de prendre des initiatives en vue de résoudre ces problèmes.

M. Richardson est le directeur de notre service d'organisation et comme jusqu'à tout récemment il a travaillé à l'extérieur, il pourrait peut-être nous donner de plus amples explications, nous dire comment les *boards* locaux travaillent à la solution de ces problèmes et nous donner un exemple de la façon de procéder pour y arriver.

M. RICHARDSON : Dans presque tous les cas les chambres de commerce et les *boards of trade* locaux organisent leur travail au début de chaque année; ils élaborent des projets de courte durée et d'autres de longue durée; autrement dit des projets qu'on exécutera en entier au cours de l'année, et d'autres auxquels on travaillera pendant trois ou quatre années avant de les terminer. La principale tâche au début de l'année consiste à voir quels sont les besoins de la collectivité et à constituer les comités nécessaires. Puis on s'efforcera, le mieux possible, de satisfaire ces besoins, surtout ceux des petites localités. Nous établissons une distinction entre les centres comptant 5,000 habitants au moins, et ceux de 5,000 et plus. Dans les petits centres on s'emploie surtout à améliorer les relations urbaines-rurales, à établir un meilleur climat d'affaires que celui qui existe dans sa propre collectivité et, on ne peut y parvenir qu'en s'attaquant à ce qu'on estime être les besoins de sa collectivité, et avec le concours d'autres organismes, d'autres *boards* et chambres au sein de la région on élabore un plan qui améliorera la situation de toute la collectivité.

On commence d'abord à l'échelon de la collectivité, puis à celui de la région pour aboutir à celui de la province. Cependant, c'est par la collaboration de tous les *boards* et chambres et autres organismes qu'on obtient des résultats, et c'est à la lumière de ces résultats qu'on trouve la solution des problèmes. On travaille à la solution des problèmes tout particulièrement dans les petites régions. Nous nous rendons compte qu'il existe des problèmes et tous s'efforcent de les résoudre.

Le sénateur WALL : Je viens du Manitoba et, en songeant à des endroits comme Beauséjour, Lac-du-Bonnet et Lebeau, j'aimerais poser une question. Dans quelle mesure y a-t-il échange d'idées entre le monde des affaires et les groupements de professionnels,—ceux qui d'ordinaire font partie des chambres de commerce,—et d'autre part, entre la collectivité agricole et les autres? Dans quelle mesure les cultivateurs et les autres sont-ils représentés à une chambre de commerce locale de manière que cette organisation représente assez bien les divers éléments de la collectivité? Y aurait-il des liaisons avec d'autres groupes? Qu'arrive-t-il dans ces cas?

M. KEEFLER : On a étudié cette question à fond à la Chambre de commerce canadienne et M. Whyte qui est ici peut y répondre spécifiquement, je crois.

M. WHYTE : Monsieur le Président et honorables sénateurs, c'est un problème qui s'est posé à plusieurs endroits. Il y a de petites régions où il existe des chambres de commerce composées presque exclusivement de représentants de la classe agricole. J'ai pris part à la création d'une de ces chambres de commerce il y a quelques années. Tous ses membres étaient des cultivateurs à l'exception de cinq qui étaient marchands. Cette organisation devint beaucoup plus qu'une chambre de commerce, on en fit le cercle social local, entre autres choses. Il en est souvent ainsi dans les petites régions. Dans les grands centres nos chambres de commerce ont des comités d'agriculture qui sont fort actifs. Ils s'efforcent surtout de rendre leur ville un peu plus attrayante afin d'y attirer la clientèle. C'est peut-être un motif égoïste, mais on cherche ainsi à améliorer les relations en organisant des soirées urbaines-rurales où l'on présente un orateur versé en questions agricoles. Puis après il y a réception au cours de la-